

# ALORS QUE LA DEMANDE EN GAZ VA DOUBLER DANS 10 ANS L'Algérie est couverte actuellement à 100 %, selon Chakib Khelil

**L'Algérie est couverte à 100 % en gaz et en électricité actuellement, selon le ministre de l'Energie et des Mines, alors que la demande nationale en gaz va doubler, estimée entre 50 et 63 milliards de mètres cubes à l'horizon 2018.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Jeudi dernier, la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) a présenté le programme indicatif d'approvisionnement du marché national en gaz à l'horizon 2018.

Selon la CREG, la demande nationale en gaz a été évaluée en 2008 26,6 milliards de mètres cubes dont 11,7 ont été consommés par les centrales électriques, 9,7 milliards par les clients industriels et 5,2 par les distributions publiques.

Pour 2009, cette demande est estimée à 28,4 milliards de mètres cubes dont 12 milliards de mètres cubes pour les centrales électriques, 10,7 pour les clients industriels et 5,7 pour la distribution publique.

A ce propos, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, parrain de la présentation, a indiqué que l'Algérie est «couverte à 100 %» en gaz, mais aussi en électricité.

Il n'existe ainsi pas de foyers sans gaz ou si peu selon Chakib Khelil qui a constaté que les citoyens disposent tant de gaz naturel distribué par réseaux que de gaz GPL (gaz propane liquéfié) en bouteille et par citernes.

Et le ministre de l'Energie, relayé par le président de la CREG, Othmane Nadjib, de relever que le taux de raccordement national au gaz natu-

rel devrait passer de 43 % à 57 % à moyen terme. Et ce, grâce à la mise en œuvre des différents programmes de distribution publique de gaz pour lesquels 350 milliards de dinars ont déjà été consacrés depuis 2001, et de la couverture quasi complète du pays en gaz.

Ce qui n'est pas le cas pour nombre de pays voisins et même européens exportateurs de GNL et de GPL, relèvent, satisfaites, ces deux autorités.

Or, dans une dizaine d'années, cette demande devrait augmenter à une fourchette comprise entre 50 et 63 milliards de mètres cubiques. Trois scénarii ont ainsi été évoqués : un scénario faible, un scénario moyen et un scénario fort.



«Le raccordement au gaz naturel devrait passer de 43 % à 57 %.»

Selon le scénario faible, la demande est estimée à 50 milliards de mètres cubes et selon le scénario fort, cette demande est pré-

vue à 63 milliards de mètres cubes. Selon le scénario moyen, la demande nationale est estimée à 54 milliards de mètres cubes, tirée

principalement par la consommation de la clientèle industrielle qui passera à 30 milliards de mètres cubes, celle de la distribu-

tion publique qui passera à 9,1 milliards et celle des centrales électrique qui croîtra cependant faiblement.

Ainsi, plus de la moitié de la demande nationale émanera à l'horizon 2018 des clients industriels. Ce que le directeur de la planification et suivi des programmes auprès de la CREG, Rahoual Farid, explique notamment par l'apparition de nouveaux projets pétrochimiques.

En notant que cette hausse de la demande n'est pas censée impacter sur les exportations de gaz naturel comme l'a affirmé Chakib Khelil qui a précisé que la part réservée à l'exportation est dimensionnée par rapport à la satisfaction de la demande nationale.

En précisant que la production en gaz atteint les 130 milliards de mètres cubes.

C. B.

## TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

# L'Algérie compte signer le protocole additionnel

**L'Algérie compte signer le protocole additionnel au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et reste ouverte à toute inspection dans ce domaine, selon le ministre de l'Energie et des Mines.**

Jeudi, en marge de la présentation du programme d'approvisionnement en gaz à l'horizon 2018, Chakib Khelil a répondu tacitement à ceux qui, à l'étranger, accusent l'Algérie d'ambitions nucléaires.

«L'Algérie a émis à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

son souhait de signer le protocole additionnel au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)», affirme Chakib Khelil.

Des mesures sont mises en œuvre dans ce sens, a-t-il ajouté, en rappelant que notre pays a déjà signé le TNP.

Selon Chakib Khelil, l'Algérie est «soumise à toutes les inspections de l'AIEA. Nous sommes transparents et ouverts à toutes ces inspections».

Ce qui, rétorque-t-il, «n'est pas le cas de beaucoup de pays qui s'érigent en donneurs de leçons, en juges». Et de déplorer, un quiproquo, l'exigence faite aux pays non détenteurs d'armes nucléaires de signer ce texte sans que les pays qui en sont dotés éliminent les leurs.

En rappelant que les deux réacteurs nucléaires situés à Draria (sud-ouest d'Alger) et à Aïn Ouassara (Djelfa), livrés par l'Argentine et la Chine, sont régulièrement inspectés par l'AIEA.

Comme Chakib Khelil a rappelé que les réserves prouvées en uranium avoisinent seulement 29 000 tonnes pouvant être exploitées.

Ce qui suffit à peine à faire fonctionner deux centrales électronucléaires

d'une capacité de 2000 mégawatts pendant 60 ans.

Néanmoins, notre pays a lancé un programme de prospection et d'exploration de l'uranium en vue d'augmenter ses réserves, lançant des appels à manifestation d'intérêt pour l'attribution de 9 sites d'uranium à Tamanrasset.

En attendant la réalisation à l'horizon 2020 d'une centrale électronucléaire et la finalisation des programmes de coopération dans le nucléaire civil engagés avec plusieurs pays.

Dans cette optique, un avant-projet de loi sur le nucléaire civil sera soumis dans les prochaines semaines au gouvernement, a rappelé le ministre de l'Energie.

Ce texte prévoit la création d'une Agence de sûreté



Le site de Aïn Ouassara.

et de sécurité nucléaires, également chargée de la régulation, ainsi que d'une

société de recherche et de développement de ce mode énergétique.

C. B.

## KHELIL À PROPOS DU PROJET ÉLECTROSOLAIRE DESERTEC : «Nous attendons des propositions concrètes»

«Nous attendons des propositions concrètes» de la part des promoteurs européens et méditerranéens du projet Desertec de développement de l'électrosolaire», a affirmé, jeudi dernier, le ministre de l'Energie et des Mines. Tout en exprimant sa disponibilité à discuter avec ces promoteurs dont le manager du groupe privé Cevital, Chakib Khelil a néanmoins affirmé que ce projet «beau», «ambitieux», manque néanmoins de consistance et de clarté sur son financement. Voire de pertinence dans la mesure où le site d'implantation et les retombées pour l'Algérie restent inconnus. Et d'autant, Chakib Khelil le rappelle, que la politique algérienne en matière des énergies renouvelables est «simple et transparente» et que notre pays a déjà consenti des investissements de plusieurs milliards de dollars. En expliquant qu'il faut assurer la majorité au partenaire algérien, le transfert de l'engineering et de la technologie, ainsi que la production d'équipements en Algérie et ouverture du marché européen à l'exportation de l'électricité à partir de l'Algérie.

C. B.

## CHAKIB KHELIL :

# «Un baril à 100 dollars, pas évident !»

Un baril de pétrole à 100 dollars à court terme n'est pas évident, selon le ministre de l'Energie et des Mines. Jeudi dernier, Chakib Khelil a laissé entendre que les cours du pétrole qui tournent actuellement autour des 70 dollars, «un prix appréciable», ne devraient pas connaître cependant de grands changements d'ici la fin 2009. Cela même si ces prix devraient repartir à la hausse en cas d'amélioration de l'économie américaine, et partant mondiale en 2010. Or, un autre baril à 100 dollars reste un fait aléatoire d'autant que l'inquiétude persiste quant à cette reprise et que la confiance reste inexistante au niveau des marchés. Outre le fait que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) est confrontée au défi du respect des quotas de production décidés l'année dernière à Oran. Rappelons que l'organisation pétrolière est décidée depuis la fin 2008 à maintenir sa production inchangée à 24,84 millions de barils par jour. «Plus on est discipliné, plus les stocks (mondiaux de brut) baisseront et plus les prix se renforceront», affirme Chakib Khelil qui a rappelé que la balle est aussi dans le camp des pays producteurs et exportateurs non Opep. Ces pays doivent «prendre leurs responsabilités» en contribuant à la baisse de ces stocks, relèvera-t-il.

C. B.